



Déclaration préalable au CDEN du 13 juin 2013 au titre de la FSU

Lors du dernier CDEN, la FSU interpellait les parents, les élus pour demander un report de la réforme, permettant une réelle concertation de tous les partenaires et une mise en place au plus près de l'intérêt de l'élève et évitant toute précipitation dans un sujet bien trop sérieux.

Dans le département, 8 communes seulement se sont prononcées pour une mise en place de la réforme dès la rentrée 2013. Les autres communes, plus modestes en taille que ces 8 communes, reportent leur engagement à 2014. Entre autres choses, les moyens financiers et humains d'une telle organisation leur posent problème.

Les conseils d'école des 8 communes concernées se sont réunis pour débattre et proposer une organisation de la semaine. Ces propositions prennent en compte, autant que faire se peut, le rythme de l'élève, l'organisation des apprentissages et le rythme familial. Dans plusieurs conseils d'école, il est à noter que les parents, affiliés ou non à une association de parents - mais leur parole n'en est pas moins légitime - ont déclaré faire totalement confiance aux professionnels que sont les enseignants pour définir une organisation de la semaine qui favorise le plus la réussite de leurs enfants.

De leur côté, les maires ont fait une proposition d'organisation de la semaine. Dans le cas où les propositions des conseils d'école et du maire différaient, une concertation devait être mise en place, d'après le ministère, avant que le DASEN prenne sa décision.

Les propositions ont divergé sur une seule commune : Belfort. Dans cette déclaration nous souhaitons dénoncer cette pseudo-concertation qui a ressemblé, dans les faits, à une vague consultation des directeurs et directrices sous diverses formes (par téléphone, rendez-vous groupés ou non) faite dans la précipitation à la veille des congés de printemps.

La précipitation est mauvaise conseillère : nous le dénonçons depuis le début de l'annonce de cette réforme. Le rythme de l'enfant, l'exigence de mettre en place les conditions de la réussite de tous les élèves ne peuvent se décliner dans une organisation mise en place en 3 mois à peine. Nous sommes le 13 juin, la rentrée se prépare déjà et les équipes d'école, les parents sont dans l'attente quant à la forme

concrète que prendra la nouvelle organisation de la semaine. Les APC (Activités Pédagogiques Complémentaires) ne sont pas encore définies ni dans leur forme ni dans leurs contenus. Nous n'étions pas les seuls autour de cette table en 2008, à dénoncer la méthode utilisée pour supprimer le samedi matin et instaurer l'aide personnalisée, et là le gouvernement reproduit le même schéma de marche forcée et fait les mêmes erreurs, quel gâchis !

Nous souhaitons dans cette instance, avant le vote qui arrêtera les propositions d'organisation de la semaine, que toute la lumière soit faite sur les arguments qui ont conduit aux propositions d'organisation soumises ici, en particulier pour Belfort, et nous demandons qu'elles se basent sur les décisions des conseils d'école, que nous avons demandées en documents complémentaires fournis ce jour.

Pour aller dans ce sens, un certain nombre d'écoles de Belfort, par le biais du conseil des maîtres et parfois des parents, ont réaffirmé dans une motion qui a été adressée à Monsieur le DASEN, le maintien de la proposition émanant du conseil d'école.

Les enseignants, les parents de Belfort ont le sentiment de ne pas être entendus par le DASEN. La réforme des rythmes ne doit et ne peut se faire sans eux, partenaires directs qui œuvrent au quotidien pour la réussite de tous les élèves.

Ils subissent, nous subissons le cadre qui a été imposé par le décret de l'ajout du mercredi matin comme jour travaillé, sans toucher à d'autres leviers tels que le calendrier annuel, les programmes -toujours aussi chargés-, le nombre d'élèves par classe, soit ! Nous en prenons acte sans pour autant le cautionner. Mais à défaut, cette nouvelle organisation doit servir aux élèves, c'est à dire à alléger significativement la journée de l'enfant. A notre sens ce n'est pas le cas dans l'organisation proposée sur Belfort. Ce sera donc beaucoup de bruit pour rien et le gouvernement aura manqué une occasion d'une réelle transformation de l'école, transformation pour laquelle La FSU milite depuis toujours et continuera à militer aux côtés des personnels, des parents pour qui les mots d' Education Nationale et de Réussite Scolaire ne sont pas des vains mots.

Les représentants en CDEN pour la FSU